



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

621/jpr/alc

**Arrêté du 15 mai 2024
portant mise en demeure à la société AKWEL à Vieux-Thann
de respecter certaines des dispositions applicables à ses installations sises à Vieux-Thann**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I, L.171-6, L.514-5, L.172-1 et L.511-1 ;
- Vu les actes administratifs réglementant les installations de la société AKWEL à Vieux-Thann dont l'arrêté préfectoral du 21 août 2000 portant autorisation d'exploiter ;
- Vu la visite d'inspection du site de la société AKWEL à Vieux-Thann le 6 mars 2024 ;
- Vu le rapport du 29 mars 2024 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;
- Vu les observations de l'exploitant par courrier du 30/04/24 durant la phase de contradictoire ;

Considérant que l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 sus-visé précise que :
« [...] tout autre rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit[...] » ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 06/03/2024, l'inspection a constaté la présence de puits perdus pour infiltrer les eaux de ruissellement du parking ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations,*

ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1 :

La société AKWEL, désignée par « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé 2 rue Gutenberg 68800 Vieux-Thann est mise en demeure de respecter dans le délai prévu à l'article suivant, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à Vieux-Thann.

Article 2 : puits perdus

Dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions suivantes de l'article 9.3 de l'arrêté préfectoral du 21/08/2000 sus-visé :

« [...] tout autre rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus ou en nappe est interdit[...] »

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article R 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Strasbourg peut être saisi par voie de recours formé contre cette décision et ce dans les 2 mois à partir de sa notification.

Article 5 :

Le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (service de l'inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

A Colmar, le 15 mai 2024

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

SIGNÉ

Christophe MAROT